



DÉCLARATION PRÉALABLE FSU

CTA du 31 JANVIER 2019

Si la France avait voulu consacrer en 2019 le même pourcentage de richesse du PIB qu'en 1996 à l'éducation (7,7%), elle aurait dû engager environ 23 Md supplémentaires. Il s'agit là d'un choix politique et budgétaire que nos dirigeants n'ont pas le courage d'assumer, développant des éléments de langage qui font de moins en moins illusion : « l'école de la confiance, le panel de choix des élèves, remuscler le bac, la nouvelle voie vers l'excellence ». L'objectif des multiples « réformes » en chantier actuellement : celle des lycées généraux et technologiques, celle du bac, celle de l'enseignement professionnel, celle de l'école du socle toutes calibrées pour générer tri social, économies d'échelle et suppression de postes de fonctionnaires.

Chantier est d'ailleurs le terme exact : ces réformes atteignent un degré d'impréparation inédit qui va mettre en difficultés les personnes chargées de les appliquer autant que les élèves eux-mêmes. En LGT, les futures épreuves de baccalauréat ne sont toujours pas connues, alors que les élèves actuellement en seconde seront évalués en CCF dans à peine un an. Les contenus d'enseignements sont encore inconnus pour les LP mais on leur impose, comme en collège, la pédagogie par projet et le co-enseignement, l'AP, qui ont pourtant montré leurs limites et représenteront une part très importante de l'emploi du temps des élèves ... Pour les LGT, les programmes, rédigés en quelques mois, ont certes été publiés la semaine passée, mais sans prise en compte des nombreuses critiques dont ils font l'objet.

La deuxième caractéristique de ces réformes est que le ministère ne se donne même pas la peine de les installer avec des moyens suffisants dans les premiers temps, comme cela a pu être le cas par le passé. Pour notre académie, ce seront près de 60 postes en moins dans le second degré. Les grilles horaires élèves sont une nouvelle fois à la baisse partout, des élèves aux profils différents, aux niveaux hétérogènes seront regroupés dans des classes surchargées. Les DHG ne suffiront pas à couvrir les besoins. Mais pour éviter d'expliquer aux parents que des enseignements sont purement et simplement supprimés partout dans l'académie, on invente des concepts fumeux tels que la « mutualisation » par « bassin » - sans évaluer les difficultés organisationnelles générées, sans allouer les moyens nécessaires à une éventuelle mobilité des élèves. La répartition très inégale sur l'académie des spécialités et options en LGT va renforcer les déterminismes géographiques et sociaux, car il est très probable que familles et élèves se résigneront à accepter l'offre de proximité. La polarisation entre une campagne vidée de sa substance et quelques pôles urbains transparaît

également dans les dotations collèges par département et dans la nouvelle carte des CIO.

La FSU dénonce la véritable chasse aux petites écoles qui a lieu depuis des années. Les nombreuses fusions, regroupements, créations de gros pôles scolaires conduisent trop souvent à la disparition de la spécificité de l'école maternelle et à l'augmentation du nombre d'élèves par classes. Impactant ainsi la réussite des élèves et les conditions de travail des enseignants. De nombreuses études françaises et internationales livrent pourtant des conclusions éclairantes pour notre école : la réduction de la taille de toutes les classes a des effets notables sur la réussite scolaire dans le primaire et au collège. Les élèves issus des petites écoles rurales, même à cours multiples obtiennent de meilleurs résultats que les élèves scolarisés dans des écoles plus grosses. Un grand nombre de pays de l'OCDE ont intégré les résultats de cette étude dans leur politique scolaire. En dédoublant certaines classes, le ministre a reconnu l'efficacité d'une baisse des effectifs. Pourtant, la France reste un mauvais élève en ce qui concerne les effectifs par classe et le climat scolaire. En effet faute de prise en compte de l'évolution de la société, de la crise qui touche les familles, faute d'une politique éducative ambitieuse qui permette à l'école de relever le défi de la réussite pour tous, l'administration place trop souvent les enseignants dans l'impossibilité de faire leur métier. Vous semblez oublier que 60 % des élèves en difficulté sont scolarisés dans des écoles hors éducation prioritaire... C'est donc partout qu'il faut baisser les effectifs !

Par ailleurs, nous faisons le constat que le ministère ne s'est pas emparé de la question des élèves en rupture et que localement la faiblesse des réponses apportées laissent collègues et élèves dans des situations de tension parfois très fortes ayant des effets néfastes pour toutes et tous. Ces situations de ruptures sont aussi le résultat de l'abandon de la prévention (maîtres G en maternelle, médecine scolaire...) de la non prise en compte de nos revendications en terme de baisse d'effectifs, de formation et d'accompagnement des équipes dans la scolarisation de tous les élèves, de maintien des RASED, de places en structures adaptées (ULIS, SEGPA, EREA, UPE2A); revendications plus que jamais légitimes dans le contexte social actuel. Après avoir supprimé des postes en collèges et lycées au titre de la soi-disant priorité au primaire, le choix est fait de fermer des postes d'enseignants devant classe pour créer des postes de chargés de missions pour la mise en œuvre des directives ministérielles. Pour la FSU les conditions d'accueil en classe sont autrement plus importantes que la mise en œuvre du pilotage ministériel !

Si l'École n'est plus capable de compenser, même partiellement, les inégalités sociales, si elle n'assure plus ses obligations d'égalité d'accès sur le territoire et de continuité des enseignements, ce sont les bases mêmes du pacte républicain qui sont remises en cause. La FSU persiste à porter l'idée qu'une autre voie est non seulement possible mais indispensable pour l'École dans le contexte actuel de mobilisation des citoyens (grèves, actions des Gilets Jaunes, des lycéens et des étudiants). Les orientations politiques actuelles en matière d'éducation accentueront le sentiment de déclassement et le renforcement d'une société à

plusieurs vitesses. La FSU condamne la réponse répressive à la colère et aux revendications légitimes.